

Bismarck ou Uckermark ?

Des relents de germanophobie à propos de l'Europe

Gérard Foussier*

» Le couple franco-allemand, toujours à la frontière entre lune de miel et divorce, lorsque les sujets graves s'imposent en Europe, suscite de nombreuses réactions épidermiques, l'Allemagne reprochant aisément le laxisme des Français, pendant que la France croit voir de nouveau les démons germaniques se pointer à l'horizon.

L'intervention du député socialiste Arnaud Montebourg sur *La Chaîne Parlementaire* (LCP) et dans les colonnes du *Monde* le 2 décembre 2011 n'a pas été du goût de tous. En affirmant que « *le nationalisme allemand est en train de ressurgir à travers la politique à la Bismarck de Mme Merkel* », il a heureusement essuyé les critiques acerbes, y compris celles de ses amis socialistes, qui – campagne électorale oblige – font pourtant preuve d'une

réelle sévérité envers le gouvernement d'Angela Merkel, pour mieux attaquer le président Nicolas Sarkozy par ricochet. Le ministre des Affaires  trang res, Alain Juppé, s'est dit « *révolté* » face à cette « *hargne politicienne* » qui « *risque de faire rejaillir les vieux démons de la germanophobie* ». Le candidat socialiste aux pr sidentielles, François Hollande, s'est empress  de remettre les pendules   l'heure et a demandé un entretien avec l'ambas-

Neu erwachte Germanophobie

In einem Zustand „zwischen Flitterwochen und Scheidung“ befindet sich die deutsch-französische Beziehung angesichts der europäischen (Finanz-)Krise, so das Fazit des Autors nach der Auswertung französischer (und deutscher) Medien, und in Europa zeige sich eine neue Germanophobie.

Ob der französische Abgeordnete Arnaud Montebourg die Politik Angela Merkels (aufgewachsen in der Uckermark) als „deutschen Nationalismus à la Bismarck“ bezeichnet, sein Kollege Jean-Marie Le Guen Nicolas Sarkozy mit Edouard Daladier (der das Münchner Abkommen von 1938 unterzeichnet hat) vergleicht oder Marine Le Pen vor einem „Europa mit dem Schlagstock“ („Une Europe à la schlague“) warnt – die französische Presse hat längst überwunden geglaubtes Misstrauen gegenüber Deutschland geradezu genüsslich geschürt; deutsche Stimmen schwankten zwischen Selbstbewusstsein (Europas neue „Akzeptanz der Instrumente, für die Angela Merkel gekämpft hat“,

CDU-Fraktionschef Volker Kauder) und Selbstmitleid („Das einsame Land“, *Handelsblatt*).

Es sei das Verdienst des ehemaligen französischen Botschafters in Berlin, Bernard de Montferand, und des Historikers Jean-Louis Thiériot, die Dinge in ihrem Buch *France-Allemagne, l'heure de vérité* zurechtzurücken und z. B. vermeintlichen deutschen Nationalismus als legitimen Patriotismus einzuordnen und gemeinsames Handeln Deutschlands und Frankreichs als unumgänglich darzustellen. Auch bei einer Umfrage der Stiftungen *Jean Jaures* und *Friedrich Ebert* in Frankreich und Deutschland spricht sich die Mehrheit – bei allen Unterschieden in der Bewertung etwa der Griechenland-Krise – für die Zusammenarbeit der Staaten aus. Die Gefahr des Scheiterns Europas aus ökonomischen Gründen, so Jean-Luc Sauron in seinem Essay *L'Europe est-elle toujours une bonne idée ?* sei indes immens, und bei einer Umfrage der *Stiftung Genshagen* sprach sich nur rund ein Drittel der Befragten für „mehr Europa“ aus. Red.

* Gérard Foussier est rédacteur en chef de *Dokumente/Documents* et président du Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.).

sadeur d'Allemagne à Paris. Preuve que l'émotion suscitée était sérieuse. Brandir le spectre de Bismarck et voir les Allemands sous casques à pointe dicter (le *Diktat* !) la politique européenne à ses voisins, il y a un pas qu'il était abusif de franchir à moins d'accepter le reproche de populisme. Surtout lorsque Arnaud Montebourg ne trouve pas d'autre argument que « *la faillite* » de l'Allemagne, dont la croissance sur dix ans a été plus faible que la moyenne de la zone euro : « *C'est sur notre ruine que l'Allemagne fait sa fortune* », avait-il ajouté. Le député socialiste Jean-Marie Le Guen tient des propos de la même veine, lorsqu'il compare Nicolas Sarkozy à Edouard Daladier, qui avait signé avec Hitler à Munich les accords qui cédaient la région des Sudètes à l'Allemagne nazie. La présidente du Front National, Marine Le Pen, est encore plus virulente. Elle accuse le chef de l'Etat de prôner « *une Europe à la schlague* ».

Le président français avait déclaré dans *Le Monde* du 3 décembre que « *nous n'avons pas le droit de diverger avec l'Allemagne, car la divergence conduit à l'affrontement* ». Par cette affirmation, Nicolas Sarkozy montrerait, affirme l'historien et essayiste Emmanuel Todd dans l'hebdomadaire *Marianne*, « *qu'il ne comprend rien à la situation et aux relations franco-allemandes* ». Selon lui, « *il existe bien une névrose française vis-à-vis de l'Allemagne, une incapacité à la regarder telle qu'elle est et qui interdit de voir à quel point ce pays construit une stratégie singulière, indépendante de toute idée de solidarité européenne* ».

Le spectre de la fin du 19^e siècle ferait-il son retour, alors que l'Allemagne de cette première décennie du 21^e siècle est plus marquée par la mentalité provinciale du Nord de l'Allemagne d'où est originaire la chancelière ? Confusion entre Bismarck et Uckermark ?

C'est en effet dans cette région de l'ex-RDA, au nord-est de Berlin, où Angela Merkel a grandi, qu'elle a pour habitude de passer ses week-ends. A cheval sur le *Land* de Brandebourg et celui du Mecklembourg-Poméranie occidentale, l'Uckermark est à la fois la plus vaste d'Allemagne, mais aussi la moins peuplée. C'est ce qui confère à cette « *Toscane du Nord* » sa réputation de provincialisme qui contraste avec Berlin, la capitale à une soixantaine de kilomètres de là.

La presse française a largement contribué à créer ce sentiment de méfiance envers l'Allemagne par des titres choc (par exemple l'hebdomadaire



Challenges du 24 novembre, tout de noir-rouge-or conçu, avec l'effigie d'Angela Merkel pour présenter « *L'Europe allemande* »). *Le Monde* titre sur « *la vague de germanophobie en Europe* », avec certes un point d'interrogation en

première page, mais plus loin le dossier de deux pages ne laisse planer aucun doute sur le constat. Jacques Attali, rarement en retard d'une sombre perspective économique aux accents très médiatiques, avait développé dans le *Journal du dimanche* le scénario de la catastrophe, qui aurait pu mener l'euro à disparaître avant Noël et critiqué l'Allemagne qui « *ne mesure pas assez ses propres faiblesses* ». Dans *L'Express*, quelques jours plus tôt, il avait énuméré les grandes erreurs du siècle passé et affirmé qu'« *aujourd'hui, c'est à nouveau au tour de l'Allemagne de tenir dans sa main l'arme du suicide collectif du continent le plus avancé du monde* ». Le quotidien allemand *Die Welt* rappellera non sans malice la semaine suivante que Jacques Attali, un des principaux conseillers du président François Mitterrand, était en grande partie à l'origine de l'échec de la politique économique française menée par les socialistes en 1981, avec toutes les conséquences pour le manque de compétitivité de l'économie française déplorée amèrement aujourd'hui. L'ancien député centriste européen Jean-Louis Bourlanges, qui préside l'Institut du Centre, parle quant à lui, avec le pessimisme élégant qui le distingue, des positions « *neurotiques* » de l'Allemagne sur toutes ces questions. Chacun en France y va donc de sa plume « *germano-critique* » pour dénoncer qui l'arrogance, qui la suprématie allemande. On y retrouve tous les ingrédients de malaises franco-allemands passés.

Volker Kauder, président du groupe parlementaire CDU, avait déclaré maladroitement que « *maintenant on parle allemand en Europe* » – suscitant une vive polémique bien qu'il ait ajouté qu'il ne s'agissait « *pas de la langue, mais de l'acceptation des instruments pour lesquels Angela Merkel a lutté si longtemps et avec succès* ». Les chiffres sont là pour montrer et démontrer la puissance de l'Allemagne et sa position de force sur les marchés financiers – même si certains milieux économiques en Allemagne commencent à s'inquiéter de voir le pays de plus en plus isolé en raison de ses performances inégales en Europe (« *Das einsame Land* », le pays qui se retrouve seul, titrait le journal économique *Handelsblatt* en novembre).

L'heure de vérité

C'est tout le mérite de Bernard de Montferrand, ancien ambassadeur de France à Berlin jusqu'au début de l'année 2011, que de mettre, avec l'historien Jean-Louis Thiériot, les points sur les i pour que la France enfin comprenne la position de l'Allemagne dans cette crise qui ébranle l'euro et l'Europe. Leur ouvrage, intitulé *L'heure de vérité*, semble avoir été écrit dans la précipitation, à en juger par le nombre incroyable de fautes de frappe et une fâcheuse liberté d'écriture des expressions allemandes presque systématiquement sans rapport avec l'orthographe réelle des vocables cités (et ils sont nombreux). Possible explication à cette précipitation : le sujet est vraiment d'actualité. En raison de la crise de l'euro, mais aussi en raison des prochaines élections présidentielles. Car si les auteurs expliquent avec brio les différences de comportement au niveau des partis politiques, les raisons historiques, les contraintes juridiques et constitutionnelles ainsi que les mécanismes de gestion et les réactions de l'opinion publique qui ne sont pas toujours les mêmes en France et en



Allemagne, ils ne cachent pas non plus que « *l'Allemagne impressionne, agace et inquiète* ».

Certes, l'amitié entre les deux pays est « *une évidence et une certitude* », mais cela n'empêche pas la critique. Le décrochage économique de la France observé depuis le début des années 2000 (« *Les Français ont préféré s'endetter pour augmenter leur consommation plutôt que de conserver leur part de marché dans le monde en améliorant la compétitivité* ») s'accompagne d'un satisfecit très français qui relativise certaines prestations du « *modèle allemand* » (par exemple la récession allemande a été en 2009 presque deux fois plus forte que celle de la France) : « *Si l'économie mondiale tousse, l'économie allemande est condamnée à s'enrhumer plus que d'autres* ». Les auteurs rappellent que dans le passé, « *les avantages économiques ou politiques que l'un gagnait l'étaient en général au dépit d'un autre partenaire* » et que « *l'un s'enrichissait de l'appauvrissement d'un autre, ce qui est la définition du mercantilisme* ». Ils demandent en guise de conclusion s'il est possible au 21^e siècle de créer « *une société internationale coopérative* ».

Message adressé surtout au couple franco-allemand, surtout que les deux pays se rapprochent sans cesse. Alors que l'Allemagne et la France affichaient jadis « *des comportements opposés de manière souvent caricaturale* » sur la question de l'interventionnisme économique, il n'en est plus rien aujourd'hui, « *parce qu'une certaine hypocrisie allemande sur l'action publique dans l'économie a disparu* ». Si Bismarck est évoqué dans cet ouvrage très dense, c'est pour mieux expliquer le retour d'une certaine forme de patriotisme (et non pas de nationalisme) en Allemagne. Nul doute que certains lecteurs allemands feront néanmoins la moue en apprenant que « *les bureaux de nombreux décideurs sont aujourd'hui décorés de portraits quasi officiels de Bismarck* », à l'instar des « *portraits de Napoléon dans les palais nationaux français* ».

Bernard de Montferrand, qui avait publié un rapport sur la relation franco-allemande en posant la question de savoir si la nécessaire convergence de vues était une contrainte ou une opportunité, fournit dans ce livre, avec son co-auteur, sinon une réponse, du moins des axes de réflexion qui permettent d'affirmer qu'une convergence est possi-

ble. Non sans rappeler au passage que « *l'Allemagne avait avec la France contribué à affaiblir les disciplines communes, violant à six reprises le pacte de stabilité* ». Et de constater que « *les Allemands servaient un argumentaire d'une rationalité à toute épreuve, mais dont le rythme paraissait toujours singulièrement décalé par rapport à la situation sur les marchés* ».

Pour une Europe fédérale

L'Europe est-elle toujours une bonne idée ? La question est posée en titre d'un essai de Jean-Luc Sauron, professeur à l'université Paris-Dauphine. En fait, l'auteur subdivise sa question en trois aspects distincts : l'Union européenne vis-à-vis de la mondialisation, la question de la gestion de la diversité des sociétés européennes et la relation des Etats-nations avec l'Union européenne. Pour lui, la démondialisation, chère au socialiste Arnaud Montebourg, « *mène l'Europe dans une impasse. Elle n'est pas solution, elle aggrave le problème* ». Et il précise : « *Seule la construction d'une Europe fédérale, ambitieuse, adaptée aux temps actuels et ancrée dans la mondialisation apportera le cadre nécessaire à l'épanouissement d'une solidarité et d'un patriotisme européen* ». Il estime par ailleurs que l'Europe fonctionne aujourd'hui « *comme une copropriété d'immeuble* ». Affirmation qui ne peut être comprise, écrit-il, que par ceux qui ont l'expérience d'une réunion de copropriétaires, « *réunion qui pousserait le démocrate le plus convaincu à être séduit par un régime autoritaire éclairé* ». La réponse à sa principale question de savoir si l'Europe est toujours une bonne idée tient en un constat : « *Le risque est grand de voir l'Europe se briser sur l'écueil de la renationalisation de l'espace économique et sur l'absence d'un vouloir vivre ensemble des Européens.* »



Clivages franco-allemands

La *Fondation Jean-Jaurès* et la *Fondation Friedrich-Ebert* ont confié à l'Institut de sondage Ifop la mission d'analyser les réactions des Français et des Allemands face à la dette publique et à la politique économique en Europe. Les résultats de cette enquête réalisée dans la première quinzaine du mois de novembre 2011 auprès de 802 personnes en France et 811 en Allemagne ont été publiés début décembre, alors que Paris et Berlin intensifiaient leurs efforts pour sortir de la crise.

Premier constat : l'inquiétude est réelle. 87 % des personnes interrogées l'affirment en Allemagne, c'est 7 points de plus qu'en décembre 2010 ; en France la progression n'est que de 4 points, mais elle se chiffre à 91 %. La part des très inquiets est légèrement supérieure du côté allemand (37 %) que du côté français (35 %). Plus de la moitié des Français consultés (57 %) ont peur de connaître dans les prochains mois ou les prochaines années le même sort que la Grèce. Ils sont moins nombreux en Allemagne (43 %). Dans les deux pays, la crainte était beaucoup plus forte un an plus tôt. Les raisons de la crise : Français et Allemands n'ont pas forcément la même interprétation. En France, c'est l'incapacité des Etats à réduire leurs dépenses qui est citée en premier (39 %) dans une longue liste d'explications, alors qu'en Allemagne, 29 % estiment que la spéculation sur les marchés financiers est à l'origine du malaise. En troisième position, 21 % des Allemands (contre 12 % des Français interrogés par l'Ifop) citent l'incapacité des institutions européennes à limiter par des règles l'ampleur des dettes nationales, alors que 15 % des Français (contre 10 % des Allemands) dénoncent plutôt l'incapacité des Etats à relancer leur croissance économique et à augmenter leurs recettes. De toute évidence, une large majorité (89 % en Allemagne, 81 % en France) pense dans les deux pays que la crise va obliger les Etats à coopérer davantage en matière économique et budgétaire. Les Français sont plus nombreux (76 contre 63) à croire que la crise va renforcer le couple franco-allemand. Les plus sceptiques sur cette question s'expriment chez les plus jeunes Allemands. Les plus confiants font partie de la génération des plus de 65 ans dans les deux pays.

Le plan d'aide à la Grèce est largement désapprouvé (57 % en France, 76 % en Allemagne) après l'augmentation de la garantie financière décidée dans le cadre du plan de sauvetage européen de la dette grecque en 2010. Rappelons que Paris et Berlin se sont engagés à augmenter leur garantie financière respectivement de 69 et 91 milliards d'euros après un premier soutien en mai 2010. 37 % des Français et des Allemands désapprouvent cette mesure. Plus de 8 Français et près de 9 Allemands sur 10 estiment dans ce sondage que l'argent prêté à la Grèce est de l'argent perdu, car Athènes ne sera jamais en mesure de rembourser de telles sommes. 73 % des Français et 81 % des Allemands se disent favorables à une exclusion de la Grèce de la zone euro, si le gouvernement grec ne parvient pas à réduire sa dette et son déficit. Pas question cependant de revenir au franc ou au deutschemark, même si 24 % des Français et 31 % des Allemands déclarent vouloir quitter la zone euro.

La différence la plus visible se trouve sur la question de la politique commerciale : 68 % des Français se disent favorables au protectionnisme que refusent 32 %. Les chiffres enregistrés en Allemagne sont exactement à l'inverse de ceux de leurs voisins. Quelques points de convergence apparaissent néanmoins : par exemple l'obligation pour les Etats-membres d'inscrire la règle d'or budgétaire dans leur constitution, donc de présenter chaque année un budget à l'équilibre et sans déficit, est acceptée par plus de 86 % des personnes interrogées, tout comme la création d'une taxe européenne sur les transactions financières. Mêmes similitudes franco-allemandes, mais cette fois dans le refus : dans les deux pays, la mutualisation d'une partie des dettes des différents pays membres de l'Union européenne pour diminuer le coût de la dette pour les pays les plus fragiles (avec pour effet d'augmenter le coût de la dette pour les pays comme la France ou l'Allemagne) ne fait pas recette.

Une surprise en conclusion de ce sondage : seuls 49 % des Allemands, toutes tendances politiques confondues, se disent satisfaits de l'action coordonnée des dirigeants des deux pays pour faire face à la crise. En France, 55 % partagent ce point de vue, avec un soutien nettement plus large (91 %) des sympathisants de l'UMP pour

Nicolas Sarkozy que ceux de la démocratie-chrétienne (70 %) pour Angela Merkel.

Erreur de traduction

La *Fondation Genshagen* a réalisé elle aussi une enquête d'opinion franco-allemande. Les résultats ont été publiés en novembre 2011 dans les deux langues, en introduction d'un colloque sur l'immigration et l'intégration en France et en Allemagne, organisé en coopération avec l'Institut Montaigne. Ce sondage également montre que les avis sont partagés et sensiblement distincts sur la question de l'Union européenne. Trois Français sur dix plaident en faveur d'un transfert de compétences renforcé vers Bruxelles et une moyenne relative de 40 % juge que la répartition actuelle des pouvoirs entre Union européenne et Etats membres est satisfaisante. En Allemagne, un tiers des personnes interrogées considère que l'Union européenne devrait disposer de davantage de pouvoirs.

La première partie du document, consacré à l'intégration, comporte une erreur grave de traduction qui apporte de l'eau au moulin de ceux qui supputent volontiers des intentions bismarckiennes en Allemagne : en effet en traduisant la *Leitkultur* par « culture dominante » (la *Leitkultur* est plutôt une « culture de référence »), par opposition au « modèle républicain » de la France, les auteurs donnent, involontairement peut-être, l'impression de participer à la caricature de l'Allemagne. Il faut certes en convenir : l'expression, qui a fait débat en Allemagne, est difficile à traduire. Mais telle devrait être l'ambition de la *Fondation Genshagen*, née d'une initiative commune de Brigitte Sauzay, ancienne conseillère du chancelier Gerhard Schröder pour les relations franco-allemandes, et de l'historien Rudolf von Thadden, que d'éviter de tels malentendus, à l'heure où la coopération franco-allemande n'a vraiment pas besoin d'accusations péremptoires.

- **Bernard de Montferrand, Jean-Louis Thiériot, *France-Allemagne, l'heure de vérité*. Tallandier, Paris 2011, 269 pages.**
- **Jean-Luc Sauron, *L'Europe est-elle toujours une bonne idée ?* Gualino, Paris 2011, 96 pages.**